

ARRETÉ MUNICIPAL

N° 187-2023

(Annule et remplace l'arrêté n°504-2022)

(Codification ACTE : 212)

**PORTANT PRESCRIPTION DE LA MODIFICATION N°4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE LA
COMMUNE DELEGUEE DE SAINT-BON TARENDAISE**

Le Maire de la commune de Courchevel,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et suivants ;

VU l'arrêté Préfectoral n°73-2016-08-08-003 du 08 août 2016 portant création de la commune nouvelle de Courchevel ;

VU le Schéma de Cohérence Territorial de Tarentaise-Vanoise approuvé le 14 décembre 2017 ;

VU la délibération n°38-2017 du Conseil Municipal en date du 31 janvier 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune déléguée de Saint-Bon-Tarentaise et les pièces s'y rapportant ;

VU les évolutions ultérieures du PLU et notamment la révision allégée n°1 et les modifications approuvées depuis ;

- **CONSIDÉRANT** le projet de modification n°3 du P.L.U. de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise prescrite par arrêté n° 217-2021 du 25 juin 2021 et aujourd'hui en cours ;
- **CONSIDÉRANT** les projets de révision allégée n°2 et de révision allégée n°3 du P.L.U. de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise prescrites par délibérations du Conseil Municipal du 23 février 2021 et du 28 juin 2022 et aujourd'hui en cours ;
- **CONSIDERANT** qu'il apparait nécessaire de procéder à la modification du P.L.U. pour les motifs suivants :
 - Revoir l'emprise du secteur Ngl (golf de Courchevel), identifié comme UTN structurante du SCoT Tarentaise-Vanoise, et permettre aussi l'agrandissement des bâtiments existants ;
 - Modifier la règle graphique du secteur UCIm/UCIm2 (secteur des Mazots à Courchevel) ;
 - Repérer les restaurants d'altitude existants non identifiés en secteur Nra, ou adapter l'emprise des secteurs Nra existants, avec aussi une actualisation de la réglementation applicable avec la législation en vigueur ;
 - Corriger d'éventuelles d'erreurs matérielles et des clarifications de règles.
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L. 153-36 du Code de l'Urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, le P.L.U. peut faire l'objet d'une modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation (O.A.P.) ;
- **CONSIDERANT** que l'ensemble des modifications apportées ne sont pas de nature à :
 - Changer les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.) ;
 - Réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

- Réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
 - Ne porte pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.
- **CONSIDERANT** qu'en vertu de l'article L.153-41 du même code, la modification du P.L.U. est soumise à enquête publique lorsque le projet a pour effet : soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application des règles du plan, soit de diminuer ces possibilités de construire, soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
 - **CONSIDERANT** que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du P.L.U. avec enquête publique ;
 - **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L. 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du P.L.U. sera notifié au Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées (visées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'Urbanisme) avant l'ouverture de l'enquête publique. Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est prescrit une procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) en application des dispositions des articles L. 153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 2 : La modification n°4 du P.L.U. portera sur :

- Revoir la délimitation au règlement graphique du secteur Ngl, ainsi que son règlement écrit ;
- Modifier la règle graphique du secteur UCIm/UCIm2 (secteur des Mazots à Courchevel) ;
- Compléter et mettre à jour le repérage des restaurants d'altitude existants par un classement en secteur Nra, et revoir aussi son règlement écrit en fonction de la législation en vigueur.
- Corriger d'éventuelles d'erreurs matérielles et des clarifications de règles.

ARTICLE 3 : Le projet de modification du P.L.U. sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées (P.P.A.) avant l'ouverture de l'enquête publique (cette dernière faisant l'objet d'un arrêté séparé). Le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête.

ARTICLE 4 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement amendé pour tenir compte des avis des P.P.A., des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération motivée du Conseil Municipal.

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois – Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il fera également l'objet d'une diffusion par voie électronique par le biais du site internet de la Mairie.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée au Préfet du département de La Savoie ainsi qu'au Directeur Départemental des Territoires (D.D.T.) de La Savoie.

Fait à Courchevel, le 06 juin 2023

Le Maire,



Jean-Yves PACHOD.



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (Place Verdun – 38000 GRENOBLE) dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette saisine peut se faire par la voie de l'application « Télé-recours citoyens » sur le site www.telerecours.fr. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire adressé par écrit dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. Cette démarche interrompt alors les délais de recours contentieux. Le délai de deux mois pour saisir le juge recommencera à courir lorsque ce recours aura été rejeté de manière expresse ou implicite par l'administration.

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Prescription de la modification n.4 du PLU de la commune déléguée de Saint-Bon Tarentaise (annule et remplace l'arrêté n.504-2022)

Date de transmission de l'acte : 09/06/2023

Date de réception de l'accusé de réception : 09/06/2023

Numéro de l'acte : 187-2023 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 073-200064038-20230606-187-2023-AR

Date de décision : 06/06/2023

Acte transmis par : Valérie CHARPIN

Nature de l'acte : Actes réglementaires

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d'urbanisme